

fournir

Copie destinée à caroline.devriese@cncd.be



surances qui investissent dans des entreprises ou des fonds qui parient sur ce secteur. Est-il normal que la Belgique viole directement ses obligations les plus fondamentales en matière de droits humains par ses politiques publiques mais aussi indirectement, en s'abstenant de réguler les activités de ses entreprises agissant au sud ?

Un autre effet indirect catastrophique sur le plan social est l'impact de la consommation d'agrocarburants sur la volatilité des prix agricoles. Le rôle des agrocarburants dans les crises alimentaires mondiales de 2007-2008 et 2010-2011, suite auxquelles le nombre de sous-alimentés dans le monde a franchi le cap du milliard, a même été démontré dans des rapports de la

FAO, de l'OCDE, de la Banque mondiale, du PNUD ou du FMI.

A la veille de la Semaine européenne de l'énergie durable et du sommet Rio+20, les organisations signataires insistent sur la nécessité de respecter certaines priorités: avant d'utiliser la terre pour produire massivement des carburants, il faut satisfaire les besoins alimentaires, dans le cadre d'une agriculture qui paie un prix juste aux agriculteurs et respecte la planète.

Avant de remplacer le pétrole par des agrocarburants, il faut s'attaquer à la croissance folle de notre demande de transport.

→ Claude Rolin (CSC), Thierry Bodson (FGTB Wallonne), Charline Wandji (CGSLB), Anaïs Deville (CRIOC), Florence Kroff (FIAN Belgium), Stéphane Parmentier (Oxfam-Belgique), François Polet (CETRI), Virginie Pissoot (SOS Faim), Lidia Rodriguez Prieto (Le Monde selon les femmes), Philippe Funcken (Natagora), Luc Lefebvre (Associations 21), Thibaut Goret (Fédération Unie de Groupements d'Éleveurs et d'Agriculteurs).

→ Les organisations signataires de cette carte blanche diffusent avec une quinzaine d'autres organisations des livrets d'information sur les impacts des agrocarburants à l'occasion de la semaine européenne de l'énergie durable (www.pfsa.be).

qui pousse des entreprises européennes et belges à accaparer des terres fertiles dans des pays où la population a faim. Au niveau mondial ces accaparements de terres destinés à produire des agrocarburants concernent 35 millions d'hectares (et probablement plus), soit 11 fois la surface de la Belgique. La politique européenne des agrocarburants rentre donc clairement en contradiction avec la coopération belge qui elle soutient prioritairement l'agriculture dans les pays partenaires.

Cette contradiction a été rappelée par le Ministre Magnette lors du dernier sommet européen de la coopération: "Il n'est pas acceptable que la politique de soutien aux agrocarburants détruise des progrès réalisés dans le cadre de la politique européenne de développement." Pourtant plusieurs entreprises belges sont déjà actives au Cameroun, Mozambique, Kenya, Ghana et Sierra Léone, sans parler des banques et as-

■ Opinion | Islam

Pas en notre nom!

Driss ABIED, Hassan ABIED, Abdelouahed ALAMI, Ismail BATAKLI, Said BENAYAD, Farah EL HEILANI, Marie FONTAINE, Younous LAMGHARI, Michael PRIVOT, Khaled SOR, Farida TAHAR et SAID ZAYOU

Collectif d'intellectuels musulmans

► Dans la construction identitaire des musulmans européens, certains actes nous obligent à nous positionner.

Il y a quelques semaines le mufti d'Arabie Saoudite a énoncé une fatwa appelant à la destruction des églises de la péninsule arabique. Au même moment, au Mali, un groupuscule a détruit des lieux de culte chrétiens, et profané le mausolée d'un saint musulman dont le culte était jugé idolâtre. Trois semaines plus tôt, un attentat visait une mosquée chiite à Bruxelles. Ces événements ne sont que des exemples de la violence qui s'exerce à l'encontre de l'altérité, au nom de l'islam et de ses références scripturaires. Même si ces actes sont, pour la plupart, commis en dehors de notre pays, l'extrême connexion du monde et les apports extérieurs évidents – grâce aux voyages mais aussi à Internet et aux chaînes satellitaires – dans la construction identitaire des musulmans européens nous obligent à nous positionner.

Il importe aujourd'hui d'être vigilant et réaliste face à certaines réalités contemporaines. Nous sommes conscients du rôle que joue la production discursive des leaders religieux dans la fabrication autant de l'imaginaire que du réel. Bien des discours antisémites, misogynes et exclusivistes circulent dans certains milieux en Belgique. Il faut prendre la mesure de la gravité de tels discours. Le rejet de l'autre, quand il fonde sa légitimité sur des interprétations religieuses, peut aboutir à des actes criminels lorsqu'il trouve un terreau psychologique et sociologique favorable. En tant que citoyens musulmans, nous tenons à réagir et à condamner sans réserve tout propos et tout acte allant du rejet pur et simple de l'autre aux violences extrêmes. Ces actes ne font, par ailleurs, que renforcer les représentations négatives partagées par certains de nos concitoyens à l'égard de l'islam et contribuent à générer un climat anxieux au sein de

nos sociétés, ce que nous combattons.

Nous désirons qu'un discours critique décomplexé émerge des consciences musulmanes. Nous ne pouvons plus tolérer qu'un état d'esprit qui rejette l'altérité et se renferme sur lui-même soit plus audible que les aspirations de la majorité silencieuse à une vie citoyenne paisible. Un certain discours véhicule l'idée selon laquelle le climat d'hostilité à l'égard de l'islam et des musulmans dans les sociétés européennes, bien réel, devrait nous inviter à la réserve quant à la critique interne. Nous considérons que cette posture est contreproductive. Non seulement elle contribue, in fine, à faire croire que nous cautionnons les dérives, mais elle permet, dans certains cas, de donner une légitimité aux discours hostiles à l'islam et de les nourrir.

Il y a là, pour les musulmans européens, un véritable défi. Celui de faire triompher le message de paix, d'ouverture et d'amour qui est constitutif à l'islam. Ce message est mis à mal par certaines interprétations littéralistes exclusivistes qui foisonnent depuis quelques décennies dans le champ théologique musulman. Ainsi, le travail essentiel sur l'historicité du fait coranique, sur les productions théologiques séculières, sur le caractère relatif et secondaire de la tradition prophétique, etc. a cédé la place à des interprétations qui figent les textes et les productions religieuses en les abordant en dehors de toute contextualisation. Cependant, de nombreux théologiens musulmans – d'Europe et d'ailleurs – s'inscrivent dans ce schéma d'ouverture, il serait intéressant de s'intéresser à leurs productions et de les diffuser davantage.

Nous estimons essentiel qu'un double processus ait lieu. D'un côté, il convient à nos concitoyens musulmans de laisser davantage de place à la critique interne et de condamner les propos ou les événements qui n'ont pas leur place dans une société plurielle et démocratique. D'un autre côté, nos concitoyens non musulmans apporteraient une réelle contribution au vivre ensemble s'ils prenaient leurs distances vis-à-vis de certains discours hostiles à l'islam et s'ils entendaient les aspirations des musulmans à une expression paisible de leurs convictions. Deux courants exclusivistes de part et d'autre se nourrissent mutuellement. Ne les laissons pas nous prendre en otage et miner le vivre ensemble.

Nous ne pouvons pas nous résoudre à laisser notre voix confisquée par d'autres. Pas en notre nom!